

**LA LIBERTE D'EXPRESSION DANS LE LABYRINTHE DEMOCRATIQUE DE L'AMERIQUE LATINE**  
**Carlos D. Mesa Gisbert\***

**Le dilemme du démocratisation en Amérique Latine**

Le dilemme de l'Amérique Latine d'aujourd'hui est celui auquel on se heurte au moment d'aborder l'idée essentielle de la démocratie et du démocratisation.

D'une part, il y a ceux qui soutiennent qu'il s'agit de définir le démocratisation comme le libre exercice du vote périodique. La citoyenneté en tant que telle signifiant que chacun de nous a le droit de voter et d'élire ceux par qui nous voulons être représentés dans l'administration du pouvoir.

D'autre part, il y a ceux qui affirment que cette vision est insuffisante et qu'elle répond à l'ancien libéralisme politique dépassé. La légitimation du démocratisation à partir du seul vote est insuffisante, symbolisant une forme mutilée et fautive de démocratie. Il faut ajouter à cette caractéristique la participation. Le peuple mobilisé, la démocratie de la rue, la délibération quotidienne, la "force du plébéien" que certains qualifieraient de néo-marxiste théorique. La participation, selon eux, va au-delà du pouvoir constitutif et des institutions, comme l'initiative populaire législative ou le référendum. La démocratie plébiscitaire est une expression d'une forme de gouvernement dans laquelle il se produit une relation directe entre le leader qui représente le démocratisation populaire et le peuple.

Les deux positions expriment des voies qui pourraient se définir comme la nostalgie d'un passé élitiste figé, dans un cas ; et le cellophane démocratique remplacé par la combinaison létale entre le pouvoir concentré sur le leader et le corporatisme comme forme politique de la construction de la trame sociale, dans l'autre cas.

Aucune position ne constitue une réponse suffisante, les deux véhiculent toutefois des valeurs indispensables de la pensée démocratique du siècle actuel. La combinaison sage entre les deux propositions nous donnerait probablement une recette souhaitable, exempte d'adjectifs qualificatifs ou disqualificatifs. Mais la réalité est que le dilemme réel marque deux lignes présentes dans la région. Les "mouvements de gauche" ont décidé de suivre des routes différentes. La proposition du Brésil de Lula est différente de celle du Venezuela de Chávez. Les modèles choisis par l'Uruguay de Mujica et celui que suit la Bolivie de Morales sont éloignés. Nous pourrions en dire autant des "mouvements de droite".

Ironie du sort, il existe aujourd'hui de nombreuses similitudes entre certains gouvernements de "gauche" socio-démocrates et d'autres de "droite", dont le pari commun est la démocratie perçue comme une voie de respect des institutions, de la pluralité, de la participation, de l'inclusion et de la considération des droits d'autrui, au-delà de des différences idéologiques, peut-être moins substantielles aujourd'hui qu'elles le furent voici deux décennies lorsque la voie de la démocratie a été retrouvée sur le continent, après de longues dictatures militaires. Parallèlement, ces mêmes gouvernements socio-démocrates d'origine populaire n'ont pas grand chose à voir dans leur conception de l'exercice démocratique avec les gouvernements qui s'autoqualifient de révolutionnaires et qui sont arrivés de la même façon au pouvoir par le mécanisme du vote massif des citoyens.

## **La démocratie et la question de la liberté d'expression**

Que vient faire dans ce scénario le débat sur la liberté d'expression ? Selon la manière et les circonstances, la discussion sur un principe de cette importance est fortement influencée par des attitudes qui semblent oublier que ce que le continent doit trouver, c'est une voie dans laquelle on aura tiré les leçons adéquates de l'histoire. Tout n'était pas mieux (ni pire) par le passé, il n'est pas possible de se mettre à œuvrer à l'aveuglette pour la construction d'utopies archaïques, aussi discutables et absurdes que les verrous que le pouvoir concentré dans quelques mains a établis comme paradigme politique au début du républicanisme en Amérique Latine.

Pour cela, il est indispensable de répondre à quelques questions : La liberté d'expression est-elle une valeur en elle-même ? Est-elle une des valeurs les plus importantes parmi les principaux droits humains ? Le développement de la plénitude humaine peut-il se concevoir sans liberté d'expression ? Toutes ces questions sont-elles un ensemble d'évidences ? Si c'était le cas, nous ne serions pas lancés dans ce débat.

Malgré cela, nous convenons du fait que les réponses successives à toutes ses questions sont primordiales même si elles n'ont pas résolu grand chose jusqu'ici. Tout comme cela n'a pas résolu grand chose en Amérique Latine, une majeure partie des habitants accepte que la démocratie est une valeur essentielle et inévitable pour vivre dans le siècle actuel. La raison de cette insuffisance est la grande confusion que nous vivons au moment de définir ces valeurs théoriquement universelles et partagées par tous.

Qu'est-ce que la liberté d'expression ? Quelle est sa portée et quelles sont ses limites ? Comment assurons-nous la compatibilité de la liberté d'expression comme forme individuelle, comme forme collective et comme forme intermédiaire ?

C'est, selon le manuel, le droit à la libre expression des idées. Il faudrait également ajouter comme critère qu'il s'agit du droit à l'expression d'une pensée libre et d'une conscience libre.

## **Une digression indispensable**

Il est clair que la valeur inhérente à chaque personne par les temps qui courent est fortement tamisée par l'évidence d'une médiation fondamentale, celle que la technologie a apportée à la société. Les médias ne sont plus seulement les médias classiques de la trilogie qui semblait être la culmination de ce qu'un théoricien a défini comme le *mass media* : presse, radio et télévision. Non, aujourd'hui le scénario entre dans un monde fascinant ; l'Internet et les réseaux sociaux, dont la définition en détail est inutile étant donné que ses niveaux de transformation, son évolution et sa sophistication n'ont simplement pas de limites prévisibles, mais ce qui ne peut pas être remis en question est qu'ils sont des acteurs importants de la démocratisation du droit à la libre expression. A ceci, vient s'ajouter le fait que les médias traditionnels ont cessé de détenir un monopole sur la voix du peuple. Le scénario actuel permet la multiplication d'expressions qui ont donné une réponse inopinée à la façon d'affronter les défis des "sans voix". Tout d'abord, les appareils, l'ordinateur, le cellulaire et les

tentatives de réalisation d'hybrides entre les deux. Deuxièmement, les voies de communication à partir de l'Internet ; les canaux comme *google*, les blogs, le chat, les msn, le twitter, *Facebook*, *Wikipedia*...pour ne mentionner que quelques possibilités. Mais...Le mais n'en reste pas moins important. Les nations les plus pauvres d'Amérique Latine présentent encore un très faible niveau de pénétration de leur population par Internet; entre 10 % et 15 %, bien que l'usage du cellulaire soit dans ces mêmes pays dans des pourcentages qui indiquent que plus de 45 % des personnes ont un téléphone cellulaire, ce qui laisse à penser que l'accès à ces technologies avance à pas de géant.

Si nous n'assumons pas que cette nouvelle réalité va changer la nature du débat, c'est que nous n'y comprenons rien. C'est une voie en pleine explosion, c'est un monde nouveau, ce sera une des raisons pour lesquelles la discussion démocratique et celle de la liberté d'expression vont se transformer très rapidement et qu'elles ont déjà commencé à le faire. Il est bon de ne pas l'oublier. Peut-être que cette nouvelle réalité (ce ne serait pas la première fois) va rendre obsolète le grand thème qui polarise nos sociétés autour de la législation des médias.

### **Une vieille chanson. Etat contre Médias privés**

Malgré tout, la lutte pour la liberté d'expression a pris en Amérique Latine le même chemin que dans la décennie des années 70 du siècle dernier, une bagarre entre l'Etat et les grands médias privés.

Certains états établissent des normes qui au nom d'une gestion "vraie et responsable" de l'information, agissent dans deux sens : un, au moyen de corps de lois, l'autre, de facto, appelant à des interprétations qui conduisent à la fermeture de médias, à la perte définitive de licences ou aux suspensions indéfinies de certains. Les gouvernements comme celui du Venezuela, de l'Equateur, de l'Argentine et de la Bolivie, ont opté pour limiter la liberté d'expression et ouvrir le feu sans nuances contre certains médias, ou contre tous, à partir de cadres législatifs déjà promulgués et/ou en cours d'élaboration, ou de guerres particulières.

Dans les démocraties solides et en particulier, dans les grands pays de la région, quelques médias se sont transformés en empires, en super états ou presque et se font l'avocat de la liberté sans restriction.

L'argument, et en ceci réside l'ironie des deux conceptions de la démocratie, s'appuie toujours sur les raisons d'un contenu étique profond.

C'est derrière la défense de la liberté d'expression rageusement libérale, en faveur du "libre marché" et le paramètre intouchable du droit à la propriété privée et à la liberté qu'il véhicule, que se sont retranchés les grands conglomerats médiatiques latino-américains pour combattre l'Etat envahisseur.

C'est sur la base du sacro-saint droit de l'Etat que celui-ci parle et agit au nom de millions de dépossédés et sans voix : il faut limiter la forme d'exclusion et de défense sans détour des droits particuliers, fréquemment illégitimes, avec lesquels évoluent les puissants.

Dans ce contexte, comme si ce n'était pas suffisant, vient intervenir le thème de la garantie de la stabilité démocratique. Les médias affectés affirment que les gouvernements

s'orientent vers la dictature et que la liberté d'expression est le seul mécanisme possible pour freiner cette dictature qui, comme aucune voix ne lui tient tête, fait littéralement ce qu'elle veut. Les gouvernements, quant à eux, affirment catégoriquement que les médias se sont convertis en instruments de déstabilisation, que ce qu'ils veulent au fond, c'est renverser les régimes légalement constitués en trahissant la volonté populaire.

### **La question des limites**

Au beau milieu de cette guerre, le vieux débat resurgit. Existe-t-il des limites à la liberté d'expression exercée par les moyens de communication massifs ? La controverse est bâtie depuis le premier jour sur le fait que ces moyens ont apparus voici plusieurs siècles. Les grandes lignes du débat n'ont pas beaucoup changé. D'un côté, il y a ceux qui croient que le coût de l'excès est plus que bien payé par le bénéfice de la liberté. Il n'y a pas meilleure loi que celle qui n'existe pas. Une quelconque réglementation sur les médias constitue, entre les mains d'un Etat mal administré, un pouvoir entravant la liberté. La raison en est très simple. Les principes généraux sont de fait généraux et leur interprétation donne lieu à la subjectivité éventuellement (presque à coup sûr, disons-le une fois pour toutes) arbitraire du pouvoir. Qui définit ce qu'est un usage vrai et un usage responsable de cette liberté ? Et ceux qui sont affectés par l'excès médiatique ? C'est simple, pour cela, il existe un corps de lois qui établissent clairement les limites de chaque citoyen. Une loi particulière sur les médias n'est pas nécessaire, il faut appliquer le droit positif à tout journaliste ou média qui transgresse les normes du droit universel applicable à tout membre d'une société. Cette logique, il faut le dire, dépend d'un petit détail important, l'assurance que les administrateurs de la justice sont indépendants, probes et efficaces, ce qui n'est précisément pas une règle générale en Amérique Latine.

D'autre part, il y a ceux qui font l'apologie du bien majeur, de la raison d'Etat, de la nécessité de répondre aux demandes d'une société désarmée qui a impérativement besoin de garanties quant à la limitation des excès des médias qui ont acquis un pouvoir démesuré. Ici, il s'agit, selon eux, de combattre les monopoles, les pouvoirs qu'ont concentré une grande partie des médias d'une société, qui répondent à des intérêts spécifiques de caractère économique, social et politique (ou religieux), et qui, par conséquent, à la place de faire de ce service, ce qu'il devrait être, un service pour la communauté, se servent des médias pour atteindre leurs propres objectifs. L'Etat, au nom de ceux qu'il représente, a le droit de mettre des limites à cette liberté et de punir individuellement, collectivement ou corporativement ceux qui, au nom de la liberté d'expression, commettent des délits associés à des politiques inacceptables pour la communauté.

### **La question des circonstances**

Sur quel scénario est basée cette dure controverse ? Sur deux scénarios qui cautionnent les deux positions et pour cela, il est nécessaire et primordial de ne pas généraliser, étant donné que les pays de la région vivent des situations distinctes. Dans certains cas, les problèmes liés à la liberté d'expression ne sont pas conditionnés par cette grave polarisation, bien que ce qu'il se passe dans ceux qui les subissent effectivement, servira de référence pour les questions essentielles qui ont été remises sur le tapis de la discussion contemporaine.

Premier scénario. Pendant des décennies, des groupes d'influence ont accumulé un contrôle sur les médias et se sont, en effet, convertis en pouvoirs factices qui ont eu une part de décision très importante quant au retour des démocraties à la fin des années 70, début des années 80 du siècle dernier dans la région. Plusieurs présidents, des ministres, parlementaires, gouverneurs, maires, conseillers ont été et sont encore des produits exclusivement médiatiques, construits (inventés), soutenus et mis en avant par les médias.

Dans plusieurs des graves crises de gouvernabilité traversées par quelques pays latino-américains, l'ampleur que ces médias ont donné aux crises a contribué de manière décisive, quand ils ne constituaient pas la différence entre stabilité et instabilité, à la conclusion de certains de ces événements qui ont coûté des vies humaines, ont été des processus de destruction institutionnelle et ont marqué des périodes d'instabilité politique, économique et sociale très significatives. De nombreux médias ont fréquemment alimenté de manière intentionnelle le discrédit de la politique et sont devenus bien plus que les médiateurs de la dénonciation, enquêtant sur les cas de corruption et de mauvaise gestion du service public, tout en sachant que nombreuses de ces accusations n'étaient que des vengeances entre politiciens, ou les soldes de comptes des propriétaires des médias eux-mêmes. Ce qui veut dire, pour éviter tout malentendu, que de nombreux autres politiciens ont fait à leur tour beaucoup plus de zèle que de raison pour avoir la chance qu'ils ont eu.

Par ailleurs, l'idée de croiser la ligne entre information et opinion a amené les médias, surtout audiovisuels, à construire une série d'idoles médiatiques, figures intouchables d'un système de "bustes parlants" qui sont devenus les propriétaires de curules électroniques ou, pire encore, de tribunaux procéduriers électroniques. Depuis ces tribunes multicolores soporifiques, installées dans des millions de foyers, ces agents de la communication ont exercé une influence destructrice transformée en dénonciation, accusation, jugement et condamnation irréversible des politiques et de la politique.

Paradoxalement, les gouvernements "néo-libéraux" - à quelques exceptions autoritaires près, qui étaient également présents dans cette période - ont été victimes de cette offensive jusqu'à des degrés qui appellent à la réflexion. Le cas du Président Fernando de la Rúa en Argentine est peut-être un des cas les plus représentatifs du désarmement d'un gouvernement qui - au-delà de ses propres insuffisances - a été attaqué par les médias au point d'être complètement détruit dans sa légitimité démocratique au moment d'affronter sa crise définitive et le terrible dénouement de sa gestion. La raison en est une conviction démocratique réelle du Président concernant la liberté d'expression, au-delà des propres conséquences négatives pour la survie du régime qui la protégeait.

Cette leçon a été bien apprise au sein des gouvernements qui s'alignent sur l'idée de récupérer les anciens paradigmes d'idées comme la révolution, le socialisme et le changement. Face au "pouvoir universel des médias", le "pouvoir universel de l'Etat". La démocratie est réinterprétée. Quelques gouvernements qui sont nés des cendres de la tentative échouée du Consensus de Washington et des réformes structurelles qualifiées avec une certaine aisance conceptuelle comme "néolibérales", ont décidé de reprendre le contrôle du pouvoir réel. Ce contrôle était impossible et impensable sans un contrôle sur l'appareil médiatique privé. Dans une première phase, il s'est produit une adaptation de pièces basée fondamentalement sur une valorisation des propres forces. Quand il s'est avéré que la légitimité du vote étayée par la force symbolique du changement chez les présidents qui l'incarnaient était écrasante, on a

assisté au développement de mesures conjoncturelles de fort impact social auxquelles s'est ajouté une prospérité économique inhabituelle (avec des expressions diverses sur la forme selon laquelle elle a été et est administrée), ce qui a renforcé les certitudes sur le pouvoir. Ces gouvernements avaient la carrure nécessaire pour semoncer les médias.

Les instruments utilisés sont passés par des phases successives. Une fois la preuve faite du pouvoir de démolition, des campagnes systématiques de remise en question de la parole d'autrui se sont déchaînées, ce qui a conduit à rejeter les médias d'un côté du spectre, celui du passé conservateur et rétrograde. A la différence de ce qui s'est passé jusque là (et malgré la haute estime que leur porte la société lorsque des questions génériques sont posées quant à la crédibilité des médias), ils ont commencé à perdre leur halo d'intouchabilité. Peu habitués à ce nouveau scénario, ils ont continué d'utiliser les mécanismes qui leur avaient permis de se confronter aux gouvernements et de les acculer fréquemment, mais, cette fois, cela n'a pas fonctionné. Les nouveaux gouvernants détenaient un vaccin efficace, la crédibilité n'était pas hypothéquée sur la parole d'autrui, mais sur leur propre poids spécifique, leur halo de représentation populaire incontestable. Ils étaient, eux et non les autres, porteurs du changement et ils le prouvaient par leur aptitude à convoquer les "mouvements sociaux". Le vote n'avait pas été un mécanisme proposé au beau milieu du scepticisme, mais un désir authentique du peuple de leur donner le pouvoir avec un chèque en blanc. Ce qui permettait autrefois de freiner cet excès de pouvoir, a cessé de fonctionner. Les dénonciations de corruption (bon nombre d'entre elles réelles), d'excès, d'abus innombrables, reprises jadis par les mouvements populaires et transformées en rage et en émeutes dans les rues, n'avaient aucun rebondissement. La raison en était claire, les leaders étaient les chefs de ces mouvements et les chefs dans la rue. Les opposants n'étaient pas dans la même situation. Les gouvernements qui mettent en question la démocratie républicaine ont des instruments puissants et ne sont pas livrés à leur sort au milieu de faibles pourcentages de votes, mais protégés par les masses.

Il faut à nouveau fournir des précisions, Dans ce contexte, les pays continentaux comme le Chili, le Brésil ou l'Uruguay, pour citer quelques exemples, ont utilisé cette même légitimité pour étayer les valeurs républicaines, l'institutionnalité et le jeu libre de la démocratie, supportant la verte semonce des médias précisément avec la force de la légitimité de vote, en ne brandissant pas le marteau autoritaire mais en se servant du soutien populaire, ni plus ni moins.

### **La question des manières**

Première prémisse. Il fallait donner une force plus grande aux moyens de communication de l'Etat. En quelques années, des réseaux de communication "alternative" ont été construits (radio, en particulier), bousculant l'idée parfaite de la nécessité de construire d'autres voies d'expression pour les secteurs populaires de la société qui contrecarrent les médias privés. Deuxième prémisse. Les présidents se sont eux-mêmes convertis en icônes médiatiques de la radio et de la télévision. La concentration du pouvoir individuel devait également devenir réelle sur les écrans, au micro et sur les médias les plus avancés. Se battre à partir de la presse, de la radio, de la télévision et de l'Internet. Pourquoi un président ne pouvait-il pas envoyer des messages de Twitter ? Il s'agissait de s'approprier le scénario médiatique, de se l'accaparer, pour qu'on ne voit que lui. Cela était à la fois contre-indiqué et non contre-indiqué. Troisième prémisse. Les appareils gouvernementaux de communication ont récupéré les anciennes

recettes, toujours efficaces, de la propagande dans le sens goebbelien du terme. Dépouillement total, utilisation et manipulation de spots, journalistes totalement orientés dans une seule direction, chaînes internationales de nouvelles qui contrecarrent les "médias de l'impérialisme" et ses hommes de paille. "Le sud depuis le sud et pour le sud", pour le dire sur la base de l'image symbolique de la souveraineté régionale et idéologique. Ironie du sort, ce qui dans les années 70 avait été une utopie frustrée du socialisme du XX<sup>ème</sup> siècle, le Nouvel Ordre International de l'Information (NOII), devenait réalité au main du "Socialisme du XX<sup>ème</sup> siècle". En réponse, depuis l'un des extrêmes de l'intolérance, la blogueuse la plus célèbre du monde, lance depuis La Havane ses idées sur un espace individuel qui démontre qu'il n'est pas nécessaire d'être un empire multimédia du style de Murdock pour faire face au pouvoir de censure de l'Etat.

Prémisse finale. L'idée des nouveaux gouvernements qui, bien que cela paraisse étrange, ont récupéré une mythologie dans laquelle le béret du Che et les réflexions de l'ancien Président Fidel Castro sont entrés par la grande porte, ont établi que pour cette voie vers la révolution, une seule logique peut être adoptée, la manipulation totale de l'adversaire. L'équation ami-ennemi était résolue d'une seule manière. Il est facile de le deviner. Le discours unique a commencé à s'imposer et alors, est arrivé le moment de la vérité.

### **Les conséquences**

L'alternative nous conduirait où elle nous a conduit. Les médias ont commencé à se rendre compte que dans ce scénario, il allaient à leur perte. Même si les gouvernements avaient l'approbation de la majorité (80 %, 70 %, 60 %, 50 %, un peu moins de 50 % même), tout arbitraire serait possible. Les grandes chaînes médiatiques ont appelé au droit – légitime sans doute, malgré elles – de la libre expression. Confrontées à l'ennemi implacable, elles ont convoqué le peuple, le peuple qu'elles avaient utilisé, la communauté internationale, cette communauté internationale si complaisante avec les gouvernements entendus à tort comme "états neutres" alors qu'ils ne l'avaient jamais été. Elles ont fait appel enfin à la justice ou au manque de justice.

### **Et le Journalisme en majuscules ?**

Il serait grave d'oublier dans cette analyse un sujet médullaire de la discussion, le journaliste et le journalisme vrai, les professionnels de qualité, ceux qui font leur travail avec excellence, ceux qui contribuent à ce que la démocratie existe en tant que telle, à ce que la société possède des mécanismes permettant une information adéquate, puisse compter des instruments critiques, pour savoir ce qu'il se passe derrière le pouvoir, ou au centre du pouvoir.

Combien de cas de corruption, de mauvaise gestion du pouvoir, d'utilisation arbitraire des prérogatives du pouvoir, de mauvaise pratique politique, ont fait l'objet d'un débat et ont conduit les responsables à rendre compte de leurs actes ? La majeure partie l'ont été grâce au journalisme sérieux, à l'enquête en profondeur, à ceux qui au prix de nombreuses choses, ont affronté la trame du discrétionnel et ont pu découvrir la vérité.

Il serait grave d'oublier que dans la bataille des pouvoirs, entre les pouvoirs légaux et les pouvoirs factices, les journalistes sont comme une tranche de jambon dans un sandwich,

écrasés par les extrêmes, à la merci des décisions souvent injustes du gouvernement et des propriétaires des médias.

Il serait grave d'oublier qu'il existe dans cet univers, des propriétaires de médias ayant un sens des responsabilités publiques et sociales, qui en ont fait des noyaux de qualité et un exemple de service.

Il est de ce fait si compliqué de résoudre ce dommage, il est de ce fait si important de considérer tous les points ou la majeure partie d'entre eux pour essayer de comprendre la complexité du dilemme. Mais, plus important encore, au-delà de ces vérifications pleines d'espérance, la bataille se situe sur l'autre axe et les bons doivent aussi la livrer en accord avec leurs convictions intimes.

### **Le crime organisé, un nouvel et ancien acteur**

Le crime organisé, cet acteur brutal du Continent qui altère et bouleverse tout, qui déshumanise l'ensemble, n'incarnant pas seulement des actions au-delà de l'horreur, mais forçant les gouvernements à entrer dans la spirale de la guerre sale (la para politique, par exemple), salissant la police et l'armée et faisant taire jusqu'à l'anesthésie quasi totale le corps social, joue un rôle très important dans cette histoire.

Le crime a transformé la liberté d'expression en une de ses victimes, puisqu'il la conditionne, la menace et la bâillonne avec la force destructrice de l'assassinat de journalistes, en les soumettant eux et les autres au règne de la peur, pour éviter la confrontation avec la vérité.

La violence, l'insécurité, le désarmement chaque fois plus grand des sociétés qui voient dans cette circonstance leur principal problème, affectent sérieusement la considération sur la façon de faire face à ce droit essentiel dans la vie quotidienne.

Malheureusement, dans cet alinéa, il ne reste aucune place pour les doutes. Il n'existe aucune autre voie que celle de faire face au crime organisé et de le faire de partout et avec tous les protagonistes. Aucune concession et aucune complicité ne sont ici possibles. Une autre raison pour que les vrais journalistes mettent à nu la trame du pouvoir coopté par le crime.

### **Le drame de la Justice**

La justice (l'injustice) dans certains de nos pays n'est plus ce qu'elle était. Mais pour la grande majorité Quand la justice a-t-elle réellement été justice ? Jamais, pas plus hier qu'aujourd'hui.

Premier problème. La défense des valeurs abstraites comme l'état de droit, le droit au procès, l'indépendance des pouvoirs, l'appel, etc. etc., est un ensemble de questions qui ne sont pas "vendeuses", et elles ne sont pas vendeuses car la majeure partie des destinataires du message n'en profiteront jamais, ni le jour de l'indépendance, ni hier, ni aujourd'hui. C'est le grand paradoxe du libéralisme politique qui, étant impeccable dans la conception de ses prémisses et dans la consistance de sa structure pour garantir en théorie une société meilleure, a été rarement appliqué de façon adéquate en Amérique Latine.

Le pouvoir médiatique clame pour la défense de ce que les déshérités n'ont jamais eu. L'alibi pour les gouvernements autoritaires est parfait. Au sein de la discussion, il a bien veillé à prendre le contrôle total du Pouvoir Judiciaire et à trahir une des raisons pour lesquelles il a conquis le pouvoir, en terminer avec les anciennes pratiques de l'ancienne politique, notamment faire de la justice quelque chose de juste.

Image illustrative et peu métaphorique : ce que les dictatures des années 70 du siècle dernier avaient fait : poursuivre les citoyens avec des tanks et mitrailleuses, les “gouvernements révolutionnaires” le font aujourd'hui avec des juges et magistrats. La justice est un instrument servile, un annexe de l'Exécutif. On a assisté à la judiciarisation radicale de la politique.

Un cas représentatif est celui de la Bolivie. L'Assemblée Législative où le gouvernement détient le contrôle des deux tiers des deux chambres, a donné au Président – violant un article de la constitution qui interdit expressément qu'un Pouvoir donne à un autre Pouvoir des pouvoirs qui ne sont pas de sa compétence ou les prérogatives d'un tiers – l'autorité pour nommer les membres du Tribunal Suprême de Justice et du Tribunal Constitutionnel, permettant en outre la prolongation illégitime du mandat du Procureur Général de la République Jusqu'à quand ? Jusqu'à ce que le peuple vote pour les nouveaux membres des deux tribunaux. Quand cela se produira-t-il ? Quand l'Assemblée avec la majorité gouvernementale le décidera. Résultat. Le Pouvoir Judiciaire fait partie, au sens littéral, du Pouvoir Exécutif. Dans les procès en cours, le Président de l'Etat est fréquemment l'accusateur et ce sont les personnes qu'il a désignées qui jugent ses accusés.

### **Légiférer ou non sur les médias, les journalistes et la liberté d'expression. Là est la question**

Avec ou sans le Pouvoir Judiciaire (accaparé totalement ou partiellement par l'Exécutif), la guerre immédiate est celle de la législation.

Différentes thèses existent à ce propos.

La première. La meilleure loi est de ne pas en avoir.

La deuxième. Celle des gouvernements auxquels nous faisons allusion. Une loi intégrale sur les médias est indispensable pour réguler la liberté d'expression.

La troisième. L'autorégulation. Seuls les médias peuvent mettre un terme à leurs propres excès. Dans la pratique, les mécanismes d'autorégulation existants dans divers pays ont eu une contribution plutôt modeste à l'obtention d'une gestion responsable des médias.

La quatrième. “Avant que le gouvernement ne nous impose une loi sur les médias, proposons lui en une depuis les médias”. On pourra se demander s'il ne s'agit pas là d'autre chose que de choisir le type d'exécution que vont subir les médias, aussi terrible que le vil garrot ou aussi “propre” que celle inventée par Monsieur Guillotin.

La cinquième. Faire la différence entre une chose et une autre. Il existe des thèmes qui ne peuvent ni ne doivent être régulés, ceux qui concernent des questions essentielles. Aucune limitation partielle ou totale de la plénitude du concept de liberté d'expression n'est acceptable, sauf s'il est nécessaire de protéger les citoyens. Ceci implique la limitation des oligopoles, des duopoles ou monopoles, la restriction des réprimandes publicitaires sans limite, la gestion rationnelle de l'accès des groupes politiques à l'échiquier des médias de masses, les horaires de protection des mineurs, la définition sur les "parts d'audience" pour la production nationale et etc. qui n'apportent pas de limitations directes ni indirectes à ladite liberté.

### **La fond du problème : Qu'entendons-nous par démocratie ? Quelques réponses possibles**

Le débat serait indispensable, il l'est de fait, si nous ne parlions pas de la pure et dure discussion sur le pouvoir. Dans ce contexte, il n'existe que peu de place pour le mensonge. C'est une lutte de pouvoir, une confrontation entre deux visions idéologiques. C'est la résolution du démocratisme.

La liberté d'expression ne fait pas partie d'une discussion académique et neutre, elle n'est pas non plus une question concernant un des droits humains essentiels reconnu par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, elle fait partie d'un moment crucial de la politique en Amérique Latine et est liée à tout le reste.

Qu'entendons-nous par démocratie ? Et dans ce contexte, Quel est le rôle joué par la lutte pour la liberté d'expression ?

Les valeurs de la constitutionnalité, les concepts abstraits mais fondamentaux du républicanisme sont un pilier que l'on ne devrait pas discuter. L'idée que la participation populaire modérée de façon adéquate par une législation qui permet d'éviter la dictature de la rue et le corporatisme comme prison des droits individuels, est suffisamment puissante pour nous engager dans la défense de la liberté d'expression. Le contraire consisterait à accepter que les demandes centenaires des opprimés, parmi lesquelles l'égalité qui est le centre de tout, doivent trouver une réponse dans un engagement clair au titre duquel le bien commun et la raison d'Etat "qui est la raison du peuple", sont au-dessus des considérations nées de la reconnaissance millénaire de la conscience individuelle.

Première réponse. Il existe des valeurs absolues inhérentes à la condition humaine. Les expériences d'ingénierie sociale ont été suffisamment terribles dans notre histoire pour que de nouveaux chants de sirènes nous confondent. La liberté d'expression n'est pas négociable, elle a un coût que nous devons payer.

Il n'est pas vrai que le messianisme des illuminés et le collectivisme comme panacée de la société parfaite peuvent mimétiser la nécessité intrinsèque de toute société d'une démocratie basée sur des valeurs et principes républicains dont l'universalité est maintenue et dont le fondement n'est pas l'imposition occidentale sur les autres, mais la construction de l'humanité au fur et à mesure de son histoire. Quelque chose d'aussi simple que des pouvoirs séparés ou indépendants, les contrôles et bilans réalisés par les uns sur les autres, le vote direct, la participation citoyenne au-delà du vote et la possibilité d'alternance dans l'administration du pouvoir (gouvernement réel et opposition réelle).

Ce vade-mecum de base ne nie pas la nécessité indispensable d'enrichir cette philosophie politique par l'intégration de valeurs non occidentales, nées en Amérique Latine, qui dans le domaine de l'exercice de la *république*, apportent des formes, processus, visions et une valeur ajoutée diverse à la démocratie et à la justice, en commençant par la participation organisée de la communauté à travers de nouveaux mécanismes de valeur qui transforment la simple mécanique du vote en une occupation civique permanente et plus horizontale.

Deuxième réponse. L'idéal de l'absence de loi ne peut pas être mis en œuvre, étant donné notamment que dans des sociétés comme les nôtres, pour des raisons bien expliquées, la modération des pouvoirs factices est indispensable. Dans quelle mesure ? Exclusivement celle qui est relative à la limitation du pouvoir économique obscène et manipulateur qu'elle confère à ceux qui le détiennent. Dans la protection du citoyen contre les excès des médias dans tant de segments de la société qui sont désarmés face à ce que les responsables des médias veulent faire en matière d'horaires, de publicité, etc. Avec quelles armes ? La plus simple de toutes, une loi pour tous, pas pour les médias. Une loi (des lois) qui existe(nt) déjà et à laquelle (auxquelles) il faut apporter quelques précisions.

Tout ce qui est illégal est ennemi de la démocratie. Pour cela, la démocratie a déjà des mécanismes universels dans ses codes. Appliquer la loi de façon juste constitue le défi. Pour cela, il faut compter sur un Pouvoir Judiciaire vraiment indépendant. Tant qu'il ne le sera pas, la lutte contre l'autoritarisme ne sera pas terminée.

Qui est l'ennemi ? Les détenteurs individuels et irremplaçables du pouvoir absolu, les chefs de la souveraineté populaire qui ont transformé la légitimité du vote en l'illégitimité de l'exercice de leur mandat. Ceux qui défendent l'idée selon laquelle le changement peut tout tolérer et la supercherie selon laquelle une seule voix, monocorde et histrionique, est celle qui nous indiquera le chemin du paradis.

Mais ne pêchons pas par naïveté. Nous devons prendre une position claire contre les autoritarisme du "socialisme du XXI<sup>ème</sup> siècle", si nous avons une vision claire des déguisements de l'ancien ordre qui crie aujourd'hui au scandale au beau milieu d'une mare, déjà trouble, de larmes de crocodile.

\* Ancien Président de la République de Bolivie.